

Régie des produits pétroliers

trices qui pourraient bien utiliser un autre carburant, par exemple la houille. Et de ce fait, ménager ce carburant très apprécié. En d'autres termes, les États-Unis, ayant tenté un système de contrôle des prix, l'ont rejeté en faveur d'un système de marché. Cela en soi devrait mettre fin au gaspillage de produits de haute qualité comme le gaz naturel. Par exemple, on dit que le tiers de l'énergie utilisée pour une cuisinière au gaz est consommée par la flamme-pilote.

Le message du président Nixon indique clairement que ces modifications auront une répercussion très directe au Canada et tendront à bouleverser notre stratégie industrielle nationale. Il nous faut la remanier en tenant compte des modifications. Les buts que se propose le président sont ceux qu'a exposés de façon circonstanciée le député de Regina-Est (M. Balfour). Ils comprennent une protection continue et améliorée de l'industrie pétrochimique américaine aux dépens des importateurs de pétrole étranger. Cela comporte une réduction des importations d'essence aux États-Unis en faveur du mazout. On remanie les lois fiscales américaines de façon à encourager une réorientation des redevances d'exploration dont bénéficiaient des zones frontalières canadiennes vers des explorations intensifiées aux États-Unis.

Autre objectif, suppression des contingents d'importation de pétrole et ré-orientation du pétrole du Moyen-Orient vers le grand marché américain afin de concurrencer ou peut-être remplacer les débouchés canadiens traditionnels. Je soutiens que la situation du pétrole du Moyen-Orient est loin d'être aussi instable que d'aucuns voudraient le laisser entendre. Le message du président parle de la création d'installations en eau profonde au large de la côte est des États-Unis aux dépens d'installations semblables qu'on se propose d'établir au large de nos provinces maritimes. Cela indique que les Américains considèrent qu'il est plus important de construire des raffineries et des ports aux États-Unis qu'au Canada. Le message de M. Nixon signifie que les concessions commerciales ou les accords bilatéraux entre nos deux pays mettront nécessairement en cause les ressources énergétiques du Canada, ce qui est inévitable.

Quant à la dualité de prix pour le gaz au Canada, je crois comprendre qu'elle est déjà en vigueur en ce qui concerne l'exportation, c'est-à-dire le marché américain, car le prix du gaz doit représenter au moins 105 p. 100 de celui du carburant consommé dans cette région. La motion se propose-t-elle de modifier cela? Selon le parti néo-démocrate, que devrait être le prix au Canada? La motion déclare que le prix national devrait être sensiblement inférieur, mais on ne dit pas de combien.

Si le prix national est inférieur au coût de production, ou du moins au coût du transport du gaz qui n'est pas actuellement en production, ou pour rendre économique la production qui n'est pas actuellement considérée comme rentable étant donné le prix, cela indiquerait que le prix du gaz naturel devrait augmenter pour nous permettre d'extraire le plus de gaz possible. En d'autres termes, l'industrie considère qu'il existe du gaz naturel qui ne peut être extrait tant que le prix est bas. Si nous devons réduire de 1.25 milliard de dollars nos exportations de pétrole et de gaz aux États-Unis, comment comblerons-nous cet écart dans l'avenir immédiat?

Tout récemment, les États-Unis ont comblé l'écart commercial qui les séparait du Canada au niveau du compte des marchandises et ils accusent maintenant un excédent au compte commercial. Toute discussion au sujet de la réglementation de l'énergie, surtout du pétrole et du gaz

naturel, exportée aux États-Unis met inévitablement en lumière l'idée que le Canada pourrait en toute impunité arrêter ses livraisons de pétrole et de gaz naturel sans conséquence fâcheuse pour lui. Nous nous sommes plaints amèrement que les États-Unis considéraient et traitaient les Canadiens comme s'ils n'étaient que des scieurs de bois et des porteurs d'eau. Toutefois, mon analyse semble indiquer que le gros de nos ventes à l'étranger de produits industriels hautement finis est absorbé par les États-Unis.

Laissez-moi vous donner un exemple. Le 7 septembre 1971, l'ancien ministre des Finances, M. Edgar Benson, déclarait ici même à la Chambre qu'environ 85 p. 100 des produits ouvrés exportés par le Canada étaient vendus aux États-Unis. En 1969, seulement 13.2 p. 100 de nos produits finis destinés à l'exportation ont été vendus à l'extérieur des États-Unis. Ceux-ci représentaient plus du tiers de nos exportations totales. En 1969, environ le tiers des exportations du Canada comportait des matériaux industriels ouvrés et les États-Unis ont représenté 70 p. 100 de notre marché total. Je serais très étonné que ces chiffres aient beaucoup changé. Nous nous plaignons que les Canadiens sont traités comme des scieurs de bois et des porteurs d'eau, mais nous devons nous rappeler que nous exportons vers le Japon et vers le Marché commun des matières premières comme le charbon et le bois qui sont utilisés dans ces pays pour la production de produits finis.

Le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles a signalé que le Canada a besoin de gaz et de pétrole à bon marché pour sa propre industrie manufacturière. On pourrait certes interpréter l'interruption générale de l'approvisionnement en gaz et en pétrole des États-Unis comme un coup direct porté à la capacité industrielle de ce pays. Il est impossible d'adopter cette ligne de conduite sans nous attendre à ces changements considérables dans nos rapports avec les États-Unis. Afin de maintenir leurs industries en activité, les États-Unis devraient importer du pétrole d'autres sources, et il est peu probable qu'ils permettent l'exportation de nos produits manufacturés à prix élevé vers leurs marchés. En effet, les États-Unis devront de plus en plus n'exporter que des produits finis, tout en imposant une restriction sur les importations. Les États-Unis ne verraient pas d'un bon œil de ne pouvoir importer de l'énergie du Canada. Lorsque la balance des paiements sera encore plus déficitaire, les États-Unis ne pourront continuer d'importer les produits canadiens à prix élevé sans compensation.

Peut-être est-ce encourageant pour l'économie de base du monde occidental que la balance des paiements des États-Unis se soit améliorée au cours de l'année dernière, notamment au cours des deux derniers mois. Il est intéressant de noter que c'est surtout attribuable à une augmentation des exportations vers les marchés internationaux. La Chambre ne devrait pas l'oublier lorsqu'elle étudiera les programmes LIFT, et ainsi de suite. Le fait de remplacer le marché américain pour nos manufacturiers canadiens par le marché japonais ou le Marché commun européen, créerait un problème qui, je crois, préoccuperait même le plus ardent des nationalistes canadiens.

● (2140)

Il est déjà fort évident que l'investissement américain dans l'exploration de notre gaz et de notre pétrole est réduit de beaucoup, et nous devons déplacer l'investissement canadien dans ces domaines. Cela imposera de fortes saignées à l'économie canadienne si nous voulons assurer de nouvelles découvertes. Il me semble que l'établissement radical d'un prix intérieur pour le gaz et le pétrole soit